



Le fédéral coule l'économie du Québec

L'expertise reconnue en brise-glace de la Davie bafouée par Ottawa

Ottawa, le 7 octobre 2020 – Le chef du Bloc Québécois, Yves-François Blanchet et la députée de Beauport–Limoilou, Julie Vignola, dénoncent le fait qu'Ottawa s'apprête à faire l'achat à 250 M\$ d'un brise-glace étranger à restaurer plutôt que d'investir 300 M\$ pour un bâtiment naval neuf fabriqué par la Davie de Lévis, qui annonçait en août la création du Centre canadien des technologies polaires et de l'expertise arctique.

« Lorsque la Davie en a fait l'annonce en août, Jean-Yves Duclos et le gouvernement libéral ont salué l'initiative. Quand vient le temps de passer aux actes, on découvre qu'Ottawa magasine à l'étranger un brise-glace à remettre en état qui vient des pays de l'Est. Pourquoi dépenser 250 M\$ sur une *Lada* des brise-glaces plutôt que d'acheter neuf de la Davie à coût comparable ? », questionne Yves-François Blanchet.

Rappelant que l'investissement public dans les grands projets et infrastructures est plus que jamais crucial pour l'économie, le chef du Bloc précise : « Le nationalisme économique, c'est promouvoir et protéger les intérêts économiques du Québec, en particulier dans un secteur névralgique ». Soulignant l'incohérence de l'approche fédérale, Yves-François Blanchet ajoute : « La politique navale canadienne, c'est près de 120 milliards de dollars. La Davie a la capacité de la moitié de la construction navale au Canada et qu'elle n'a pas 3 % des contrats. Considérant le poids du Québec, ça devrait être 22 % et vu l'expertise, ça pourrait être la moitié ».

En cette période de crise, la députée Vignola lance un appel à la raison au fédéral : « Donner à la Davie les contrats qu'elle mérite, c'est assurer jusqu'à 2000 emplois sur le chantier et en maintenir des milliers d'autres. La Davie, c'est 850 fournisseurs au Québec et 1350 au Canada. Plutôt que de favoriser l'achat à l'étranger, pourquoi le fédéral n'investit-il pas pour les travailleurs et fournisseurs d'ici ? »

« L'argent des contribuables d'ici doit être réinjecté dans notre économie et dans nos secteurs de pointe, comme l'industrie navale, l'aluminerie ou l'électrification des transports. Le fédéral doit en faire une priorité », conclut Yves-François Blanchet.